

E/1975 — André Malraux : «Entretien-préface avec André Malraux» in Georges Soria, *Guerre et Révolution en Espagne. 1936-1939, t. I : Genèse*, Paris, Livre Club Diderot - R. Laffont, 1975.

---

**André Malraux**

**Entretien-préface in Georges Soria :**

*Guerre et révolution en Espagne 1936-1939 (1975)*

*G. Soria* — Vous avez écrit quelque part dans vos *Antimémoires* que «dans l'esprit de la plupart des intellectuels, il est des idées dont la rencontre est aussi présente que celle des êtres».

Pourriez-vous préciser comment s'est faite votre rencontre avec l'Espagne de 1936 et autour de quelles idées celle-ci s'est ordonnée ?

*A. Malraux* — La première chose à dire aujourd'hui à propos de l'Espagne de 1936, et que les générations de cette fin de siècle ont de la peine à concevoir, c'est ce que vous et moi avons connu : l'antifascisme, donnée capitale des années 30. S'il existait alors, à l'intérieur même de l'antifascisme, des points de vue particuliers, l'essentiel n'était pas là, mais dans les convergences, les points communs. Et cette réalité-là prit le pas sur tout le reste.

Lorsque Dimitrov, secrétaire général de l'Internationale communiste, substitua le mot d'ordre : «Front Populaire» aux précédents, il substitua dans la lutte contre le fascisme l'idée du peuple à celle du prolétariat. Orientation capitale sans laquelle il est impossible de comprendre, d'une part, l'évolution de la République espagnole et l'action des forces qui se ligèrent contre elle, et, d'autre part, le fait qu'après le coup

d'Etat militaire du 18 juillet 1936, lorsque l'armée républicaine se constitua, cette armée du peuple s'identifia comme une armée antifasciste.

Ce moment de l'histoire, où s'est affirmée la tactique des Fronts populaires, débouchait sur une grande tentative : la tentative de l'union, elle-même dominée par une nécessité à tout instant contrôlable, l'antifascisme, notion sur laquelle il faut sans cesse revenir. Les jeunes et les moins jeunes de cette époque, à laquelle vous et moi appartenons, se définirent, dans ces circonstances, le plus naturellement du monde, par rapport au péril fasciste.

Dès son origine, l'histoire de la guerre d'Espagne, il est important de le rappeler, fut celle d'une lutte avec un fascisme international extrêmement puissant.

Notons enfin qu'alors même que tout le monde pensait que la première agression serait lancée contre l'URSS, c'est en Espagne que la première guerre antifasciste eut lieu.

*G. Soria* — Voilà bientôt quarante ans, le coup d'Etat militaire du 18 juillet plongeait l'Espagne dans la dernière guerre civile de sa tumultueuse histoire. Au-delà des événements du printemps 1936, je veux dire : la montée de la violence, quels sont, à votre avis, les causes profondes de la guerre civile de 1936 ?

On a parlé à ce sujet de l'anachronisme espagnol que la droite voulait perpétuer; de l'inévitable affrontement entre «l'Espagne noire» (le mot remonte à Quevedo) et, selon les siècles, l'Espagne «éclairée», «libérale», «socialisante»; de la contagion du fascisme mussolinien et hitlérien; de l'essor du mouvement révolutionnaire sous la double poussée du socialisme marxiste et du socialisme libertaire, que les classes possédantes voulurent briser; de l'irrésolution des gouvernants républicains devant le lourd héritage que leur avait légué en 1931 la monarchie bourbonienne; et, enfin, de l'attitude du gouvernement de la République espagnole, à l'heure du péril, face aux préparatifs du soulèvement militaire parvenus à sa connaissance.

Est-bien tout ?

*A. Malraux* — Je ne sais pas, mais je suis sûr que toutes les causes que vous avez énumérées sont réelles et on joué. Il est très probable que la vérité, dans un problème

aussi complexe, est une vérité globale. Vous savez comme moi que l'accumulation de toutes ces choses n'est ni une addition, ni le carré d'une somme. C'est quelque chose de plus...

Il y a donc eu tout cela, mais à l'instant décisif, certaines des forces dont vous venez de parler ont pris une valeur exponentielle. En particulier du côté anarchiste. N'oublions pas que l'anarchisme espagnol sérieux était un syndicalisme. Or, on a eu terriblement tendance en Occident à en faire une sorte de mouvement quarante-huitard. C'est extravagant. Avant le soulèvement militaire du 18 juillet, les syndicats de Barcelone, pour ne prendre qu'eux, s'étaient battus d'une façon cohérente et dramatique. L'anarcho-syndicalisme était un mouvement organisé et ce mouvement était en train de trouver une cohésion parmi ses membres, appartenant à la classe ouvrière et à certaines catégories paysannes très particulières. Je pense notamment aux «rabassaires» qui ont joué un très grand rôle.

*G. Soria* — En raison de la particularité des contrats les liant aux propriétaires des vignobles ?

*A. Malraux* — Exactement. Vous savez comme moi que ces contrats dits de «rabassa morta» leur donnaient l'usufruit de la culture de la vigne pendant la durée de vie des ceps. Si les vignes n'étaient pas atteintes par le phylloxera, ils s'en tiraient tant bien que mal; lorsque les plants mouraient prématurément, c'était pour eux le désastre, car il leur fallait replanter et conclure de nouveaux contrats, c'est-à-dire affronter de nouvelles charges financières. D'où la précarité de leur situation.

Mais revenons à l'été 1936.

Au moment du drame, le gouvernement sentait très bien qu'en Catalogne une poussée révolutionnaire très profonde, accompagnée d'une prise de conscience, était en train de se faire d'une façon pas très théorique, certes, mais qui, somme toute, dépassait en profondeur les théories. A cette époque, le parti communiste était extrêmement peu nombreux, minoritaire. De sorte qu'on peut dire qu'en Catalogne, si les communistes n'ont pas joué un très grand rôle, en revanche, ce qui a joué c'est le lien entre une pensée ordonnée : le marxisme, et un sentiment très inférieur au marxisme, très profond,

irrationnel et néanmoins très fortement conçu. Ce n'est pas d'aujourd'hui que nous savons que beaucoup de sentiments révolutionnaires de ce genre, surtout dans la paysannerie, sont assez irrationnels, liés en quelque sorte à des impulsions. Tout cela, notons-le, ne s'est pas fait dans n'importe quel sens. L'irrationnel dont nous parlons avait une direction. Il allait quelque part et il venait de quelque part. Il venait du malheur et il n'allait pas chez Franco.

Il me semble qu'avec ce survol nous avons cerné à peu près l'essentiel, à condition naturellement d'ajouter à ce que je dis tout ce que vous avez dit.

*G. Soria* — Tout au long des guerres et des révolutions, il y a toujours eu – et sans doute y aura-t-il toujours – l'imprévu et l'imprévisible. On appelait autrefois cela faute de mieux : la fortune des armes.

Dans sa campagne de 1814, Clausewitz distingue, quant à lui, nettement l'offensive de la défensive. «Les grandeurs morales», écrit-il, je cite : «prennent dans le cas de la défensive, un relief étonnant».

Plus loin, analysant les intentions des stratèges en présence, il souligne qu'à un moment de la campagne tout semble pousser Napoléon à procéder à une certaine manœuvre, à un certain mouvement. Or, Napoléon fait le contraire. Il joue et gagne : c'est la grâce du génie. Aux portes de Madrid, Franco s'arrête le 5 et le 6 novembre pour regrouper ses forces, alors qu'il devrait foncer. Il joue à son tour, mais perd. C'est la grande bétise de sa carrière. Madrid lui résistera pendant deux ans et demi.

Alors que de Churchill à Roosevelt, Madrid était donné pour «perdu» par quasiment tout le monde occidental, l'irruption de la contingence, ici la somme de l'imprévu et de l'imprévisible, grippe un processus qui semblait inéluctable.

Telle est la description classique de la bataille de Madrid, l'imprévu étant la temporisation du général Varela à l'entrée de la ville, aux ponts du rio Manzanares, et l'imprévisible la résistance victorieuse, la levée en masse de la capitale après la longue série d'effroyables revers et de débâcles, échelonnés tout au long de l'été et de l'automne 1936.

Pour vous, qui avez vécu du haut des airs les débuts de la bataille de Madrid, que vaut cette description ?

*A. Malraux* — Je pense que dans l'ensemble, elle est juste, mais on pourrait préciser certains points.

Tout d'abord ceci : c'est vers la fin de septembre et au début d'octobre, si je ne me trompe, que sont arrivés les conseillers russes. C'était certainement de bons spécialistes. Et c'est en novembre que sont entrées dans la bataille les deux premières brigades internationales composées de volontaires venus des quatre coins de l'Europe. Cette double présence rendit l'espoir à énormément de combattants espagnols.

Franco piétina aux portes de Madrid alors que renaissait l'espoir, que s'établissait une direction certainement bonne, meilleure que celle qui précédait, et qu'entraient en jeu les organisations communistes auxquelles il fallait le temps de réaliser ce qu'elles allaient réaliser.

Or, nous savons qu'une ville possède, sauf quand on la livre, une sorte de puissance assez mystérieuse de résistance. Au temps de Napoléon, il est probable que, si Paris n'avait pas été livré, une résistance considérable serait entrée en jeu. Car Napoléon avait une artillerie supérieure à celle des alliés et située derrière eux. Donc, Paris se battant comme Madrid, et avec son artillerie, nous aurions probablement eu un changement aux conséquences imprévisibles, parce qu'enfin que ce serait-il passé si cette campagne, victorieuse jusque-là, s'était soldée tout à coup par une défaite ?

Le facteur imprévisible dont vous parliez pour Madrid ne s'est pas produit pour Paris, mais cela n'était pas exclu et, si ça n'a pas eu lieu, c'est parce qu'on a livré la ville.

Pour revenir à Madrid, il faut ajouter à ce que je disais tout à l'heure que les communistes, l'esprit révolutionnaire, les combattants espagnols se sont trouvés servis par leur volonté de défendre la ville. Y eut-il là une résurgence, un lien à la fois assez obscur et profond entre le génie des anciennes murailles et la réalité de la cité ? Sans doute. Mais aussi et surtout une prise de conscience brutale et forte.

Ces facteurs, en dernière analyse, se sont conjugués. Et ils ont rendu possible la défense victorieuse de Madrid.

*G. Soria* — Dans votre roman sur la guerre d'Espagne, deux parties sont consacrées à ce que vous avez appelé : «L'illusion lyrique» et «l'Exercice de l'Apocalypse» et, une autre, dénommée «L'Espoir» qui a donné son titre à l'ouvrage, ne vient qu'en dernier. Ce qui n'est pas fortuit, puisque y est retracée la retentissante victoire militaire remportée par les républicains à la fin de la bataille pour Madrid, lorsque le corps expéditionnaire italien fut défait en mars 1937, à Guadalajara.

Voudriez-vous définir, voire expliciter, le contenu de ces deux premières locutions qui rendent compte, à leur manière, des problèmes des premiers mois de la guerre ?

*A. Malraux* — En gros, le sens, avec le contexte, était parfaitement clair, n'est-ce pas ? C'était : il y a dans toute révolution une part qui ressortit à quelque chose qui n'est pas proprement la prise du pouvoir par une catégorie d'hommes et que nous appellerons la catégorie révolutionnaire. Je ne dis pas : classe, parce que, dans certains moments de l'histoire, le terme ne conviendrait pas tellement, notamment lorsque s'imbriquent les problèmes d'une nation en lutte contre une autre, et où l'on assiste alors à une très large prise de conscience nationale débordant la notion de classe.

*G. Soria* — Un peu avant qu'éclate la Commune de Paris, par exemple, petits bourgeois et ouvriers parisiens fédèrent les bataillons ayant lutté contre les Prussiens durant le premier siège de la capitale.

*A. Malraux* — Exactement. Mais poursuivons. Donc, la catégorie révolutionnaire prend le pouvoir. C'est là une chose concrète. Mais cela s'accompagne de choses qui ne sont pas du tout concrètes et qu'au fond nous sommes bien obligés d'affecter d'un coefficient : celui de la poésie. La poésie au très grand sens. Je veux dire : celle de l'Italie.

Il y a dans la conquête de la liberté, et surtout dans la liberté qui surgit, une valeur dont les recherches d'organisation, les tentatives de trouver la technique ne rendent pas compte. C'est excessivement frappant dans la Révolution française. Michelet a senti

cela, parfois trop, mais il l'a senti de façon irremplaçable. Si l'on prend Saint-Just, c'est un grand révolutionnaire; mais la fête de la Fédération, ce n'est pas que de la Révolution. La Révolution est nécessaire. Il y faut toutefois quelque chose de plus. En somme, nous pouvons mettre l'action révolutionnaire dans le mot : vaincre. Mais pour être plus fort que l'adversaire que l'on entend détruire, il faudra toujours la somme des hommes et des choses. Bon. Revenons à vos questions.

Ce que j'ai appelé l'*Illusion lyrique*, c'est le moment où une masse déterminée – généralement celle d'un pays, mais un peu éparse, celle d'une grande ville (en l'occurrence Madrid et aussi Barcelone) – se trouve dominée par ce sentiment qu'on appelle un peu trop aujourd'hui celui de la Fête. Cette notion n'est pas tout à fait fausse. A cet égard, souvenons-nous du mot d'André Salmon : «Les hommes ont un jour vécu selon leur cœur».

Cette chose imprévisible a joué d'une certaine façon à Paris, en mai 1968, pour les étudiants. Or, les étudiants n'allaient pas conquérir l'Odéon; qu'est-ce qu'ils en auraient fait ? Ils l'auraient emmené à la Sorbonne ? Ce n'est pas du tout cela qui était en cause.

J'appelle donc l'*Illusion lyrique* le phénomène psychologique de joie qui accompagne l'action révolutionnaire et qui, tantôt aboutit à la victoire (1791), tantôt aboutit à la défaite (la Commune : 1871). La Commune a connu ce dont nous parlons. Ça a fini par la défaite, mais il y a une phase de la Commune qui ressortit parfaitement à l'*Illusion lyrique*. Quand le colonel Rossel arrive, il y a encore cet espoir. En fait, il n'y a pas d'*Illusion lyrique* sans espoir. Sans espoir que le monde va changer.

G. Soria — Et qu'en est-il de ce que vous avez appelé, pour l'Espagne : l'*Exercice de l'Apocalypse* ?

A. Malraux — Je dirai tout d'abord à ce sujet ceci. Le sens premier de l'Apocalypse, c'est la Révolution. Dans la situation qui nous occupe, l'Apocalypse et son exercice, ça revient un petit peu à dire : une ville est tout à coup visitée par la puissance irrationnelle et épique de la Révolution. Certes, Madrid ne passe pas son temps à défiler, à chanter. Mais, en même temps que Madrid chante et défile, il organise sa défense. Ce que j'appelle l'*Exercice de l'Apocalypse*, c'est l'organisation de la

défense à l'intérieur de la Révolution. Et c'est bien ce qui se passa dans la capitale espagnole à partir de novembre 1936.

*G. Soria* — Lors de la formation de l'escadrille España, au mois d'août 1936, vous n'aviez pas, sauf erreur de ma part, une connaissance particulière des problèmes de l'aviation militaire. Mais vous étiez alors le président en exercice du Comité mondial de lutte contre la guerre et le fascisme. Est-ce à ce titre, exemplaire, que vous avez accepté d'assumer le commandement de cette escadrille ? Que représentait pour vous ce que vous avez-vous-même appelé : «l'Odyssée pélicane» ?

*A. Malraux* — C'est à ce titre, certes, mais il faut nuancer. En août 1936, j'étais allé voir celui qui serait plus tard président du Conseil : je veux dire Largo Caballero. «Nous sommes gravement menacés», me dit-il d'emblée. J'avais, quant à moi, tout à fait ce sentiment et je lui ai demandé : «Où en êtes-vous avec vos avions ?» Il me répondit : «Ça va extrêmement mal». Je lui dit alors : «Si les choses tournent mal (j'entendais par là l'insurrection de Franco, n'est-ce pas) et si je peux vous aider, je le ferai». Largo Caballero ne parlait pas à une personne privée, il s'adressait au président du Comité mondial contre la guerre et le fascisme.

Ça été un peu semblable avec le président de la République : Manuel Azaña. Bien que beaucoup plus flou dans la forme. Si avec Caballero nos propos avaient été tout à fait clairs, avec Azaña le langage fut un peu symbolique. Mais aussitôt les choses furent prises en main par un des hommes de son entourage, que vous avez probablement connu, et qui s'appelait Corpus Barga. En outre, d'autres amis intervinrent.

Quand on m'a demandé ce que nous pouvions faire, je l'ai fait, et pour l'organisation technique j'ai été aidé, pendant les premiers mois, énormément par Corniglion-Molinier qui connaissait très bien l'aviation, puisqu'il allait devenir ensuite général et commander l'aviation des Forces Françaises Libres. D'autre part, beaucoup de nos camarades qui venaient des usines françaises d'aviation avaient des connaissances techniques assez sérieuses. A soi tout seul, ça n'aurait pas suffi, mais Corniglion-Molinier ne s'est pas trouvé en tête-à-tête devant de braves volontaires qui ne savaient pas comment faire marcher les avions. Pour me résumer d'un mot, je dirai :



les courroies de transmission, sans lesquelles l'escadrille España n'aurait jamais pu exister, existaient tout de même.

G. Soria — Et l'*Odyssée pélicane*, en définitive, si vous en faites le bilan, qu'est-ce que cela fait ?

A. Malraux — Il fallait alors retarder à tout prix l'avance de Franco. Avec les moyens du bord. Quant à la réalité, vous le savez comme moi, quand les avions russes ont été montés, nous n'avions plus grande importance.

C'est un peu la même chose qui s'est passée un tiers de siècle plus tard avec le Bangladesh. Il est bien entendu que ce qu'on attendait de moi eût été important, s'il n'y avait pas eu l'armée indienne. Mais à partir du moment où l'armée indienne entrait en action, on était des farfelus.

En Espagne, moi je n'ai jamais cru que nous allions faire des merveilles. Ma perspective était uniquement : nous sommes des gens de bonne volonté, qui disposons de certains moyens techniques. Nous ne pourrions pas faire avec cela une aviation espagnole. Ce n'eût pas été sérieux. Mais nous pouvions, en y mettant le prix, qui a été très lourd, nous pouvions retarder l'avance franquiste. Et là, je crois que nous l'avons réellement retardée, notamment lors du bombardement de la route de Medellin, et d'autres opérations secondaires, où se mêlèrent constamment efficacité et symbolisme.

G. Soria — Tous les historiens s'accordent aujourd'hui pour dire que l'Espagne devint en 1936 le lieu des passions du monde.

A quelles raisons attribuez-vous le fait que tant d'écrivains et d'artistes espagnols, de Machado à Alberti et de Picasso à Miró pour ne citer que ceux-là, et quasiment toutes les illustrations mondiales des lettres, des sciences et des arts, se soient, au-delà de leurs options personnelles, solidarisés avec les Espagnols fidèles à la République ?

Pourquoi l'Espagne républicaine prit-elle pour toute une génération valeur de symbole ?

A. Malraux — Parce que c'est un Espagnol qui a écrit *Don Quichotte*. Mais précisons, parce qu'il y a des gens qui pourraient croire que je schématise.

Il y a dans le génie espagnol la possibilité de transfigurer un domaine très particulier, qui va d'une certaine extravagance (dans *Don Quichotte*) à quelque chose d'assez admirable. Parce que, après tout, si l'on vous disait : «Allons voir le tombeau de Don Quichotte», ça ne vous donnerait pas envie de rire. Ça vous donnerait même l'impression d'une chose d'une rare puissance.

Eh bien, en définitive, la République espagnole, aux pires moments, c'était Don Quichotte.

*G. Soria* — Les historiens discutent beaucoup aujourd'hui à propos de la définition du caractère dominant de la guerre d'Espagne.

Selon vous, celle-ci fut-elle une guerre civile où s'affrontèrent (avec de part et d'autre une aide militaire étrangère) la Révolution et la Contre-Révolution et, conséquence immédiate, dans le camp républicain, une révolution sociale qui modifia profondément les structures anciennes ? Ou bien la guerre revêtit-elle les dimensions d'un conflit qui bientôt devint le banc d'essai, voire le premier champ de bataille de la Deuxième Guerre mondiale ?

*A. Malraux* — Elle fut tout cela à la fois. Le côté «banc d'essai» lui, ne se discute pas. Il y a eu un certain nombre d'expériences précises et contrôlées. Pour ce qui est des motivations qui poussaient les combattants républicains, c'étaient des sentiments de guerre civile. Nos amis se battaient contre le fascisme, le fascisme espagnol plus le fascisme international, notions intimement liées.

Quant au côté «Espagne noire» que vous évoquiez tout à l'heure, il ne rend que partiellement compte de ce qui s'est passé en Espagne. Certes, si nous reprenons le passé, le côté «Espagne noire» était présent dans la guerre parce qu'il y a une grande continuité en Espagne; mais alors, nous perdons le phénomène dont nous avons parlé tout à l'heure, et sur lequel il faut insister, à savoir qu'il y avait quelque chose de très nouveau dans ce que nous avons vécu. Je m'explique : après tant de royautes, l'Espagne avait tout de même découvert sa liberté avec une grande exaltation et une grande stupéfaction. Alors, on peut le dire, ceux qui étaient contre rejoignaient «l'Espagne

noire»; mais tout de même, les autres, eux, avaient le sentiment qu'ils avaient gagné quelque chose et que Franco venait les spolier de leur victoire.

*G. Soria* — Dans la guerre d'Espagne, je vois au moins trois dates charnières sur le plan diplomatique et militaire : *primo*, la non-intervention d'août 1936, qui permit au général Franco de s'assurer du matériel de guerre en quantités considérables dans les premiers mois du conflit. *Secundo*, la bataille de Teruel (décembre 1937 – janvier 1938) dont l'échec final pour les républicains traduisit la modification intervenue dans le rapport des forces entre les deux Espagne. *Tertio*, les accords de Munich (septembre 1938), dont la conséquence immédiate fut l'accord anglo-italien (novembre 1938) qui donna les mains libres à Mussolini en Espagne. En voyez-vous d'autres ?

*A. Malraux* — Quand on se met à chercher en histoire des dates, des repères, c'est toujours très important. Aux dates que vous venez de citer, je voudrais en ajouter une, mais ce sera plutôt une interrogation. La voici :

Quand je suis allé parler pour l'Espagne en 1937, aux Etats-Unis, j'habitais à Princeton, chez Einstein. La guerre d'Espagne l'intéressait passionnément. La première question qu'il m'a posée était celle-ci : «Pour quelles raisons la Grande-Bretagne est-elle ennemie des républicains ?» Eh bien, je pense que là, il y a un fait, un repère, une date très importante à préciser. Quand la Grande-Bretagne est-elle devenue, non pas publiquement – elle ne l'a jamais été publiquement – quand a-t-elle pris position contre la République ? Et là, je n'ai pas de réponse.

*G. Soria* — Contre la II<sup>e</sup> République en tant que telle, ou contre le Front populaire ?

*A. Malraux* — Ils ont dû dire : Le Front populaire. Mais, comme cela se passait entre gens d'accord d'avance, les mots ne signifiaient pas grand-chose. Le problème des relations anglo-espagnoles était de savoir si l'Angleterre allait maintenir une position de vraie neutralité vis-à-vis du régime républicain ou si elle renoncerait, dans cette manière feutrée qui lui est propre, à cette neutralité. Eh bien, je pense, quant à moi, qu'il y a eu un moment où il a été convenu à un certain niveau que la Grande-Bretagne était contre le gouvernement espagnol.

*G. Soria* — Pour des motifs de politique intérieure ou pour des motifs de politique étrangère ?

*A. Malraux* — Je n'ai aucune opinion là-dessus. Je m'interroge encore. Nous en avons assez longuement parlé avec Einstein qui n'en sortait pas non plus. Parce que, à la fin de nos entretiens, il m'a dit alors ceci : «Il peut y avoir une raison très simple : le fait d'une certaine complicité. Une certaine complicité de la bourgeoisie.» Vous voyez ce qu'il voulait dire. Après tout, pourquoi est-ce qu'un duc anglais n'aurait-il pas été solidaire du duc d'Albe ? Cette explication ne le satisfaisait pas, parce qu'elle était un peu facile. Mais il ajouta : «Les choses faciles ne sont pas nécessairement fausses».

Je souhaite, d'autre part, préciser que, lorsque après la Libération, j'ai rencontré Léon Blum, il m'a dit au sujet des conversations qu'il avait eues à Londres, le 23 juillet 1936, avec le Premier ministre Stanley Baldwin, concernant les envois d'armes que la France s'appropriait à faire au gouvernement républicain : «Je me suis trouvé face à un mur. Je sus dès lors que je ne pourrais pas le franchir.»

*G. Soria* — André Blumel – qui fut le directeur de cabinet de Léon Blum et que j'ai interrogé longuement là-dessus – m'a affirmé avec force qu'à son retour de Londres le président du Conseil français lui avait confié que le gouvernement britannique l'avait mis en garde contre toute livraison d'armes aux républicains, allant jusqu'à lui dire que l'alliance franco-britannique pourrait être rompue en cas de conflit avec l'Italie et l'Allemagne.

*A. Malraux* — C'est bien le souvenir que j'ai gardé de l'entrevue avec Léon Blum dont je vous parle, à savoir qu'il fut soumis à une pression anglaise extrêmement vive. Voilà qui éclairera sans doute le problème des origines de la non-intervention.

*G. Soria* — Quel fut dans les deux camps en présence : républicain et franquistes, à votre avis, la préoccupation majeure durant le conflit ?

*A. Malraux* — Pour les franquistes, je n'y ai pas sérieusement réfléchi. Donc, je m'abstiendrai de répondre. Pour les nôtres, je pense que ce qui a dominé absolument tout, ça a été le sentiment que de l'issue de la guerre dépendait le fait que la porte restât ouverte, et qu'ils ne fussent pas frustrés de leurs espérances. Pour les républicains, la

guerre était un désastre remettant en cause l'existence même de la République. Et un désastre s'ouvrant sur la guerre mondiale. Cette prise de conscience me semble tout à fait évidente pour, disons, les derniers mois de 1938. C'était aussi le sentiment, en Europe, de ceux qui s'intéressaient sérieusement à ces choses. Parce que, enfin, Daladier ne revint pas de Munich en 1938 sans avoir compris. Certes, il y avait tous ces gens qui criaient : Bravo ! Nous savons tout ça, mais il ne s'y était pas trompé, lui. Il était parfaitement conscient de ceci : *primo*, j'ai cédé; *secundo*, le drame est là. C'est cet ensemble de choses qu'il faut mettre absolument au premier plan, et qui domine la guerre d'Espagne.

G. Soria — Avec le recul du temps, quels sont à votre avis les diverses composantes – intérieures et internationales – de la défaite finale de la République espagnole ?

Pourriez-vous les nommer une à une, et établir entre elles une hiérarchie ?

A. Malraux — Il n'y a pas de commune mesure, me semble-t-il, entre les composantes dont vous parlez. L'une d'entre elles domine les autres, de façon écrasante. C'est la disproportion entre l'aide fournie, d'une part à Franco par l'Italie mussolinienne et l'Allemagne hitlérienne, et à la République espagnole de l'autre. Vos travaux pourraient sans doute établir un ordre de grandeur, qui servirait de fil conducteur à travers des événements que l'on comprend mal lorsqu'on les isole.

Bonne chance pour votre entreprise espagnole, cher Georges Soria, et pour vous-même.